

PREFECTURE DE L'ARDECHE

République Française

Direction de l'Administration Générale
et de la Réglementation

4^e Bureau

BORDEREAU

URBANISME ET CADRE DE
VIE

des pièces adressées par le Préfet, Commissaire
de la République du Département de l'Ardèche
à M. l'Ingénieur Subdivisionnaire des

à Mines - Inspecteur des Installations
Classées Centre Administratif 07000 PRIVAS

Nature et nombre de pièces	Destination
A.P. N° 87/930 N° 2159/DIV en date du 2.11.87 autori- sant la Société PALIX-MILLI- KEN à exploiter une unité de traitement de f ^{ib} res synthétiques à haute ténacité dans son usine de "La Barnaude" à ST-JULIEN-EN-ST-ALBAN.	POUR ATTRIBUTION. <div><div>S I M R A</div><div>26 NOV. 1987</div><div>AUBENAS N° 237</div></div>
P.J. : 2 ampliations.	

Reçu les pièces ci-dessus désignées

PRIVAS, le **16 NOV. 1987**

A P. Le Préfet

le Commissaire de la République de l'Ardèche
Le Chef de Bureau

Sylvette BUFFAT



REPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFECTURE DE L'ARDÈCHE

Tél. : 75.64.01.77

Direction de l'Administration Générale
et de la Réglementation

07007 Privas, le **- 2 NOV. 1987**

4ème Bureau
Urbanisme et Cadre de Vie

Références à rappeler :

N° Poste 5093 RR/JP

Dossier suivi par : **Mme ROSTAING**

ARRETE PREFECTORAL

autorisant la Société PALIX-MILLIKEN dont le siège social est : 120, Rue Sully - 69006 -LYON- à exploiter une unité de traitement de fils synthétiques à "haute ténacité" - dans son usine de la "Barnaude" - sise sur le territoire de la Commune de ST-JULIEN-EN-ST-ALBAN.

A.P n° 87/930

N° 2159/Div

**LE PREFET COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE
DU DEPARTEMENT DE L'ARDECHE
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

VU la loi N° 76.663 du 19 Juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

VU le décret N° 77.1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi susvisée ;

VU la loi N° 83.630 du 12 Juillet 1983 et son décret d'application N° 85.453 du 23 avril 1985 relatifs à la démocratisation des enquêtes publiques et de la Protection de l'Environnement ;

VU la circulaire en date du 2 août 1985, de Mr. le Ministre de l'Environnement, relative à l'application de l'instruction ORSEC - "Risques Technologiques"

VU le dossier présenté le 12 mars 1987 et complété le 9 Avril 1987, par MR. MIRABEL - Directeur de la Société PALIX-MILLIKEN - Usine de la "Barnaude" - à ST-JULIEN-EN-ST-ALBAN ;

VU le dossier d'enquête publique à laquelle a été soumis ce projet du 23 juin au 22 Juillet 1987 inclusivement ;

VU la réunion publique d'information qui s'est tenue le 14 septembre 1987, à la salle de Fêtes de ST-JULIEN-EN-ST-ALBAN ;

VU l'avis émis par le Commissaire-enquêteur ;

VU les avis des Conseils Municipaux et les Certificats d'affichage des Communes concernées par cette demande ;

VU le rapport N° IS 237 en date du 1er Octobre 1987 de Mr. l'Ingénieur Subdivisionnaire des Mines, Inspecteur des Installations Classées ;

CONSIDERANT l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène, émis lors de sa séance du 23 octobre 1987 ;

SUR la proposition de Mme le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E :

ARTICLE 1 : La Société **PALIX MILLIKEN**, dont le siège social est 120 Rue Sully 69006 LYON, est autorisée à exploiter son usine située au lieu dit "La Barnaude" à ST JULIEN EN ST ALBAN.

ARTICLE 2 : Les activités exercées dans l'usine sont les suivantes :

Désignation	Rubrique	Classement
Procédé de chauffage employant un fluide thermique (2 000 litres)	120 I B 1°	AUTORISATION
Application des enduits de caoutchouc ou autres élastomères (20 kg/j)	94 - 2°	DECLARATION
Dépôt de gaz liquéfié (50 m3 de propane)	211 B	DECLARATION
Dépôt de liquides inflammables de 1ère catégorie (18 m3 de toluène)	253 B	NON CLASSABLE
Dépôt de liquides inflammables de 2ème catégorie (15 m3 de fuel oil)	253 C	NON CLASSABLE
Installation de mélange de liquides inflammables	261 A	NON CLASSABLE
Installation d'emploi de liquides inflammables	261 C	NON CLASSABLE
Installation de combustion	153 bis	NON CLASSABLE
3 fours TOTAL 1 250 th/h		
1 chaudière 1 250 th/h		

Les activités exercées dans cette usine consistent en l'imprégnation et l'étirage des fils de nylon, polyester et aramide pour la fabrication de courroies et le renforcement des flexibles.

Pour rendre l'adhésivité entre les fils et le caoutchouc, les fils doivent être imprégnés et séchés.

Les bains usuels sont composés de résorcine, de formaldéhyde et de latex dissous dans l'eau (R.F.L).

La nouvelle méthode d'imprégnation consiste à améliorer l'adhésivité des fils au moyen d'une imprégnation de papi dissous dans le toluène, en amont des bains usuels.

Après séchage dans les tunnels prévus à cet effet, les fils passent dans les différentes zones de traitement thermique sous des températures comprises entre 180°C et 250°C et sous les tensions nécessaires.

Après refroidissement, les fils sont enroulés dans le poste de renvidage.

.../...

ARTICLE 3 : Les arrêtés préfectoraux n° 1D/2B - 71/02 - N° 71/HVD/92 du 28 décembre et N° 4D/2B - 75/13 - N° 71/HVD/92 du 7 février 1985 et le récépissé de déclaration N° 2046/DIV du 23 juin 1986 sont abrogés.

ARTICLE 4 : Prescriptions générales applicables à l'ensemble de l'établissement

4.1 : Généralités

4.1.1 : Implantation et exploitation

L'établissement sera installé et exploité conformément à la demande et documents annexés sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté.

4.1.2 : Modifications

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

4.1.3 : Voies de circulation

Les voies de circulation à l'intérieur de l'établissement seront nettement délimitées et maintenues en constant état de propreté. La vitesse sera limitée à 20 km/h.

4.1.4 : Clôture

Une clôture grillagée ou tout dispositif équivalent d'une hauteur minimale de 2 mètres sera disposée tout autour du site de la chaudière et du stock de toluène.

4.2 : Bruits et vibrations

4.2.1 : L'installation doit être construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits et de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis par les installations relevant de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement lui sont applicables.

4.2.2 : Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier au décret du 18 avril 1969).

4.2.3 : L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc ...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou signalement d'incidents graves ou d'accidents.

4.2.4 : Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fera en se référant aux valeurs correspondantes des niveaux-limites admissibles :

	Champ sonore extérieur dBA	CT	CZ	Limite en dBA
Période de jour	45	0	+ 15	60
Période intermédiaire	45	- 5	+ 15	55
Période de nuit	45	- 10	+ 15	50

4.2.5 : L'Inspecteur des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.

4.2.6 : L'Inspecteur des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des installations classées.

4.3 : Pollution atmosphérique

4.3.1 : Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées, des buées, des suies, des poussières ou des gaz susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la sécurité publique, à la santé, à la production agricole ou à la bonne conservation des monuments ou à la beauté des sites.

4.3.2 : La cheminée doit être conforme aux dispositions des instructions ministérielles du 24 novembre 1970, du 13 août 1971 et de l'instruction du 20 juin 1975.

La cheminée devra être équipée des dispositifs permettant d'effectuer des mesures à l'émission, en conformité avec la norme NFX 44052. Des orifices non conformes pourront être tolérés si l'exploitant démontre qu'il peut cependant respecter les conditions de prélèvement.

4.3.3 : Les rejets atmosphériques de la cheminée de la chaudière devront avoir les caractéristiques suivantes, (dans les conditions normales de température et de pression 0°C, 1 bar et rapporté à 7 % de dioxyde de carbone, l'eau étant supposée restée sous forme de vapeur) :

- hydrocarbures aromatiques gazeux	<	10 ppm
- oxydes d'azote - rapporté en NO2	<	350 mg/Nm3
- acide cyanhydrique	<	11 mg/Nm3
- diisocyanate de diphenylméthane	<	0,02 ppm
- monoxyde de carbone	<	0,1 %.

4.3.4 : La chaudière devra être munie des appareils suivants :

- o a) un deprimomètre manuel
- + b) un indicateur de la température des gaz de combustion à la sortie du générateur
- + c) un dispositif indiquant le débit du combustible et la détermination du débit du fluide caloporteur.
- + d) un dispositif indiquant les paramètres thermiques du fluide caloporteur à l'entrée et à la sortie du générateur
- e) un analyseur portatif des gaz de combustion donnant au moins la teneur en dioxyde de carbone ou toute indication équivalente.

4.3.5 : Les températures des gaz de combustion seront mesurées en permanence en un point représentatif des conditions de combustion.

4.3.6

Des contrôles des émissions de gaz devront être effectués annuellement afin de vérifier si les teneurs en éléments cités à l'article 4.3.3 sont respectées. Ces contrôles seront effectués par un organisme agréé.

Les résultats des contrôles seront communiqués à l'Inspecteur des Installations Classées".

4.4 : Pollution des eaux

4.4.1 : Qualité de l'effluent

La qualité des eaux résiduaires devra être conforme aux prescriptions suivantes :

manuel

- le Ph sera compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la température de l'effluent rejeté sera inférieure à 30°C ;
- sa couleur ne devra pas provoquer une coloration visible du milieu récepteur ;
- l'effluent devra être exempt de matières flottantes ;
- l'effluent ne contiendra aucun produit susceptible de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables ;
- absence de tous déversements de composés cycliques hydroxylés et de leurs dérivés halogénés ;
- absence de tous déversements de substances de nature à favoriser la manifestation d'odeurs, de saveurs, ou de colorations anormales dans le milieu récepteur, ou capables d'entraîner la destruction du poisson à l'aval du point de déversement ;
- matières en suspension inférieures à 30 mg/l ;
- demande chimique en oxygène inférieure à 80 mg/l ;
- hydrocarbures totaux inférieurs à 10 mg/l.

4.4.2 : Contrôle des rejets

"Tous les rejets industriels transiteront par le bassin de décantation. Il n'existera qu'un seul point de rejet pour toute l'usine".

.../...

Le point de rejet devra être aisément accessible aux agents chargés du contrôle, il sera en particulier aménagé de manière à permettre l'exécution de prélèvement d'échantillons de l'effluent, ainsi que la mesure de son débit dans de bonnes conditions.

à Fixer ← L'exploitant est tenu de faire procéder, à ses frais, au moins une fois par an, par un organisme agréé, au contrôle des rejets conformément à l'article 4.4.1.

Les résultats de ces contrôles seront communiqués à l'Inspecteur des installations classées.

4.4.3 : Pollution accidentelle

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident se produisant dans l'enceinte de l'établissement rupture de récipient ... déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers les égouts extérieurs à l'usine ou le milieu naturel.

Les eaux susceptibles d'être polluées accidentellement doivent pouvoir être isolées et récupérées pour un traitement adéquat.

- le circuit interne de distribution d'eau potable devra être doté d'un dispositif de disconnection approprié afin d'éviter tous risques de retour d'eau souillée dans le réseau publique en cas de mise en dépression de celui-ci.

4.5 : Déchets

Les déchets produits par l'usine seront traités par une entreprise spécialisée.

Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature que ce soit est interdite.

Toutes précautions (fréquences d'enlèvement, aire étanche) seront prises pour que les dépôts de déchets ne soient pas à l'origine d'une gêne pour le voisinage, notamment par des odeurs, ou d'une pollution des eaux superficielles ou souterraines. Il sera tenu un registre réservé aux enlèvements des déchets, sur lequel devront être mentionnés, par type de déchets :

- la composition du déchet ;
- le poids ou le volume du déchet ;
- le Nom de la Société de ramassage ;
- la destination du déchet.

4.6 : Risques d'incendie et d'explosion

4.6.1 : Plan d'Opération Interne

L'exploitant établira un Plan d'Opération Interne .

Ce plan définira les mesures d'organisation, les modalités d'alerte, les méthodes d'intervention et les moyens à mettre en oeuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.

Ce plan sera établi dans un délai de 6 mois après la date de parution de cet arrêté.

4.6.2 : Information des populations

L'exploitant est tenu de fournir au Commissaire de la République les éléments spécifiquement et directement nécessaires à l'information préalable des populations concernées sur les risques encourus et sur les consignes à appliquer en cas d'accident.

4.6.3 : Dispositions Générales

- a) conception : les bâtiments et locaux seront conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.
- b) accès : les bâtiments et dépôts seront facilement accessibles par les services de secours, les aires de circulation seront aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Les voies devront avoir les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement 2,50 mètres
- rayons intérieurs de giration 11 mètres
- hauteur libre 3,50 mètres
- résistance à la charge 13 tonnes

- c) matériel électrique : l'installation électrique et le matériel utilisé seront appropriés aux risques inhérents aux activités exercées.
- d) moyen de secours : l'établissement devra disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques définis par le P.O.I.
- e) exploitation : le matériel électrique, les appareils de détection et les moyens de secours contre l'incendie feront l'objet de vérifications périodiques. Il conviendra en particulier de s'assurer du bon fonctionnement permanent de tous les organes nécessaires à la mise en oeuvre des dispositifs de sécurité.
- f) désenfumage : le désenfumage des locaux devra pouvoir s'effectuer par des ouvertures situées dans le quart supérieur de leur volume. La surface totale des ouvertures ne devra pas être inférieure au 1/200 de la superficie de ces locaux.

L'ouverture des équipements envisagés devra pouvoir se faire manuellement depuis le niveau du sol (y compris dans le cas où il existerait une ouverture à commande automatique).

4.6.4 : Les dispositions présentant des risques d'explosion

a) délimitation

Dans les installations où sont mis en oeuvre des liquides inflammables l'exploitant délimitera des zones où peuvent apparaître des gaz ou vapeurs combustibles en cours de fonctionnement normal ou anormal de l'installation.

b) matériel électrique

Les prescriptions de l'arrêté du Ministre de l'Environnement du Cadre de Vie du 31 mars 1980 (JO du 30 avril 1980 NC) réglementant les installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion sont applicables aux installations dans lesquelles une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître, notamment en raison de la nature des substances solides, liquides ou gazeuses mises en oeuvre, stockées, utilisées, produites ou pouvant apparaître au cours des opérations, que ces installations soient visées ou non à la nomenclature des installations classées.

L'exploitant devra fournir à l'Inspecteur des installations classées toute justification concernant la sûreté de l'appareillage installé.

Tous les câbles devront être supportés et protégés contre les chocs sur tout leur parcours et raccordés aux appareils conformément soit à l'arrêté d'agrément de ces derniers, soit aux indications données par le certificat d'homologation ou par la norme de construction.

Le matériel électrique devra en permanence rester conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine, un contrôle sera effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui devra très explicitement mentionner les défauts relevés sur son rapport de contrôle. Il devra être remédié à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs.

c) dans ces zones

Les feux nus sont interdits, cependant lorsque des travaux nécessitant la mise en oeuvre de feux nus doivent y être entrepris, ils feront l'objet de consignes écrites particulières.

L'interdiction permanente de fumer devra être affichée dans ces zones.

4.6.5. : Protection contre l'électricité statique et les courants de circulation

Toutes les parties susceptibles d'emmagasiner les charges électriques (éléments de construction, appareillage, conduits, support etc...) seront reliées à une prise de terre conformément aux normes en vigueur, soit directement, soit par le biais de liaisons équipotentielles.

Un contrôle identique à celui prévu au paragraphe 4.6.4 b sur le matériel électrique sera effectué sur les liaisons avec la terre.

Contrôles et analyses divers

- 4.7.** : L'Inspecteur des installations classées pourra demander que des contrôles, des analyses et des prélèvements soient effectués par un organisme indépendant, dont le choix sera soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté ; les frais occasionnés par ces études seront supportés par l'exploitant.

Il pourra également demander la mise en place aux frais de l'exploitant d'appareils pour le contrôle des émissions des concentrations des matières polluantes dans l'environnement.

4.7.2 : Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté seront conservés pendant cinq ans à la disposition de l'Inspecteur des installations classées qui pourra, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

4.7.3 : Dans un délai de 6 mois après la parution de l'arrêté préfectoral l'exploitant établira un bilan complet d'analyses des rejets dans l'environnement.
Les résultats seront communiqués à l'Inspecteur des installations classées.

4.8 : Accidents ou incidents

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976, doit être déclaré dans les meilleurs délais à l'Inspecteur des installations classées.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier quoi que ce soit dans l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'Inspecteur des installations classées n'en a pas donné l'autorisation et, s'il y a lieu, après l'accord de l'autorité judiciaire.

4.9 : Code du travail

Les installations de l'établissement seront réalisées et exploitées conformément aux prescriptions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité du personnel.

ARTICLE 5 : Prescriptions particulières à l'installation de chauffage employant comme transmetteur de chaleur un fluide thermique organique

5.1 : L'échangeur sera situé dans un local indépendant du générateur.

5.2 : Toutes dispositions seront prises pour qu'un incendie ne puisse se propager du générateur aux échangeurs.

5.3 : Les canalisations et la robinetterie devra être de qualité haute température. Les assemblages sur les canalisations devront être réalisés par soudage.

5.4 : Il sera installé une cuve de vidange rapide permettant d'évacuer rapidement par gravité le fluide caloporteur en cas de fuite constatée en un point quelconque de l'installation. Cette cuve devra être d'un volume de 3 mètres cubes.

5.5 : Un contrôle des températures du fluide caloporteur devra être effectué en permanence à l'entrée et à la sortie de la chaudière.

- 5.6 : Un dispositif d'arrêt automatique sera installé, pour empêcher la mise en chauffage lorsque la quantité du fluide caloporteur ou sa pression en service sera insuffisante (défaillance des pompes).
- 5.7 : Un dispositif thermostatique maintiendra entre les limites convenables la température maximum du fluide transmetteur de chaleur (thermostat de régulation et de sécurité).
- 5.8 : Des consignes d'exploitation seront précisées pour éviter toutes fausses manoeuvres.
- 5.9 : Il sera procédé systématiquement à un contrôle annuel des caractéristique du fluide thermique.
- 5.10 : Les installations (échangeur - générateur) sont soumises au décret du 20 avril 1926 "Appareils à pression de vapeur" et devront être visitées par un organisme agréé.

ARTICLE 6 : Prescriptions particulières à l'installation d'application du latex (solution aqueuse)

- 6.1 : On ne conservera dans l'atelier que la quantité de solution nécessaire pour le travail d'une journée.
- 6.2 : Cette solution (pour imprégnation) sera disposée dans des récipients à couvercles mobiles emboîtants qui ne seront découverts qu'au moment de l'emploi et refermés aussitôt après.
- 6.3 : Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipient, un déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers les égouts ou dans le milieu naturel. Dans tous les cas l'évacuation éventuelle, après accident, de cette solution, devra être effectué dans les conditions prévues à l'article 4.4.2.

ARTICLE 7 : Prescriptions particulières à l'installation de mélange et d'emploi de liquides inflammables

- 7.1 : Le local où sont effectuées les opérations de mélange de Toluène et de Papi (diisocyanate de diphenylméthane) ne commandera ni un escalier, ni un dégagement quelconque et devra être indépendant de l'atelier d'imprégnation.
- 7.2 : Les récipients dans lesquels le Papi est stocké devront être clos.
- 7.3 : Toutes dispositions seront prises pour éviter que le Toluène s'écoule directement sur le sol par faute de manipulation lors du réapprovisionnement des fûts de Papi (vanne de sécurité).
- 7.4 : Le sol du local sera imperméable, incombustible et en forme de cuvette de rétention.
- 7.5 : Les éléments de construction du local présenteront les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

- parois coupe feu de degré 2 heures ;
- couverture incombustibles ou plancher coupe feu de degré 2 heures.

Les portes donnant vers l'intérieur seront coupe feu de degré une demi-heure, celles donnant vers l'extérieur seront pare-flammes de degré ¼ heure. Elles seront à fermeture automatique et s'ouvriront vers l'extérieur.

- 7.6 : Le chauffage de l'atelier ne pourra se faire que par fluide chauffant (air, eau, vapeur d'eau), la température de la paroi extérieure chauffée n'excédant pas 150°C. Tout autre procédé de chauffage pourra être admis dans le cas particulier s'il présente des garanties de sécurité équivalente.

Le local abritant la chaudière sera construit en matériaux incombustibles coupe feu de degré 2 heures. Il sera sans communication directe avec l'atelier.

S'il y a chauffage des liquides utilisés, ce chauffage sera obtenu par circulation d'eau chaude ou de vapeur d'eau à basse pression ou par tout autre procédé présentant des garanties équivalentes de sécurité.

- 7.7 : Il est interdit de pénétrer dans l'atelier avec une flamme ou d'y fumer. Cette interdiction sera affichée en caractères très apparents dans le local et sur les portes d'entrées, avec l'indication qu'il s'agit d'une interdiction préfectorale.

- 7.8 : L'atelier sera largement ventilé et de telle façon que le voisinage ne soit pas incommodé par des émanations.

- 7.9 : Il est interdit d'écouler les liquides inflammables (papi, toluène, toluène + papi) à l'égout. Ces liquides accidentellement déversés sur le sol seront récupérés dans la cuvette de rétention précitée. Ils seront aussitôt évacués et stockés dans un fût étanche et éliminés dans les conditions prévues à l'article 4.5.

- 7.10 : L'exploitation et l'entretien de l'atelier devront être assurés par un préposé responsable. Une consigne écrite devra indiquer les modalités d'entretien, de conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident et la façon de prévenir le préposé responsable. Cette consigne devra être affichée, en permanence, et de façon apparente.

ARTICLE 8 : Prescriptions particulières au dépôt de gaz combustibles liquéfiés

- 8.1 : Le dépôt doit être d'accès facile et ne commandera ni un escalier, ni un dégagement quelconque. Il ne doit pas être situé sous un local habité ou occupé par des tiers.

- 8.2 : Si son implantation est faite sur un terrain en pente, l'emplacement du stockage doit, sur 25 p. 100 au moins de son périmètre, être à un niveau égal ou supérieur à celui du sol environnant.

Si le sol au voisinage du stockage présente une déclivité telle qu'en cas d'écoulement massif accidentel le gaz liquéfié puisse atteindre des propriétés appartenant à des tiers, des foyers ou pénétrer dans un égout, toutes dispositions doivent être prises pour y pallier.

- 8.3 : Le réservoir doit reposer de façon stable par l'intermédiaire de berceaux, pieds ou supports construits en matériaux MO (incombustibles). Les fondations, si elles sont nécessaires, seront calculées pour supporter le poids du réservoir rempli d'eau. Une distance d'au moins 0,10 mètre doit être laissée libre sous la génératrice ou le pôle inférieur du réservoir.

Les charpentes métalliques supportant un réservoir dont le point le plus bas est situé à plus de 1 mètre du sol ou d'un massif en béton doivent être protégées par au moins 5 centimètres de béton ou autres matériaux ignifuges d'efficacité équivalente. L'enrobage doit être appliqué sur toute la hauteur. Il ne doit cependant pas affecter les soudures de liaison entre le réservoir et la charpente qui le supporte.

- 8.4 : Afin d'interdire l'approche du stockage à toute personne étrangère au service, celui-ci doit comporter une clôture d'une hauteur minimale de 2 mètres, placée à 2 mètres des parois des réservoirs si la capacité du stockage est inférieure ou égale à 35 000 kilogrammes et, en outre, si la capacité du stockage est supérieure, à 7,5 mètres de l'orifice d'évacuation des soupapes.

Cette clôture doit comporter une porte MO (incombustible) s'ouvrant dans le sens de la sortie et fermée à clef en dehors des besoins du service.

Elle n'est cependant pas exigée si le stockage est implanté dans un établissement lui-même entièrement clôturé. Dans ce cas, les organes de soutirage, de remplissage et les appareils de contrôle et de sécurité doivent être placés sous capots maintenus verrouillés en dehors des nécessités du service.

- 8.5 : Les abords du stockage doivent être entretenus en bon état de propreté de façon à éliminer tout déchet combustible. L'emplacement du stockage doit en outre être soigneusement desherbé ; l'emploi de désherbant chloraté est interdit.

- 8.6 : Le réservoir doit être amarré (Zone Inondable).

- 8.7 : Un espace libre d'au moins 0,6 mètre de large doit être réservé tout autour du réservoir.

- 8.8 : Le réservoir doit être implanté de telle sorte qu'aucun point de ses parois ne soit à moins de 5 mètres des limites des propriétés appartenant à des tiers.

- 8.9 : Les distances minimales d'éloignement suivantes doivent être respectées entre les orifices des soupapes ou les orifices de remplissage d'un réservoir et différents emplacements :

1 - Poste de distribution d'hydrocarbure liquide	7,5 mètres
2 - Parois d'un réservoir d'hydrocarbure liquide	10 mètres
3 - Ouvertures des bâtiments intérieurs à l'établissement par le personnel d'exploitation	10 mètres

.../...

4 - Ouverture des habitations, bureaux, ateliers extérieurs à l'établissement	15 mètres
5 - Limite la plus proche des voies de communication routières à grande circulation, des routes nationales non classées en route à grande circulation et des chemins départementaux, des voies urbaines situées à l'intérieur des agglomérations des voies ferrées autres que celles de desserte de l'établissement et des voies navigables	10 mètres
6 - Etablissement recevant du public de la 1ère à la 4è catégorie suivants : établissements hospitaliers ou de soins, établissements scolaires ou universitaires, crèches, colonies de vacances, établissements du culte et musées	25 mètres
7 - Autres établissements de 1ère à 4è catégorie	20 mètres

Si l'orifice de remplissage est déporté à plus de 4 mètres de la paroi du réservoir, sa distance vis-à-vis des emplacements 3, 4, 5, peut être ramenée à 2 mètres. L'orifice de remplissage pourra cependant être installé en bordure de la voie publique s'il est enfermé dans un coffret incombustible et verrouillé.

Cette disposition s'applique également aux distances des parois des réservoirs vis-à-vis des propriétés appartenant à des tiers.

8.10

: Le réservoir fixe doit, en plus des équipements rendus obligatoires par la réglementation des appareils à pression, être équipé :

- d'un double clapet antiretour d'emplissage (ou tout autre dispositif offrant une sécurité équivalente) ;
- d'un dispositif de contrôle du niveau maximal de remplissage ;
- d'un dispositif automatique de sécurité (par exemple d'un clapet antiretour ou limiteur de débit) sur les orifices de sortie pour l'utilisation en phases liquide et gazeuse. Ce dispositif doit être placé à l'intérieur du réservoir ou à l'extérieur à l'aval immédiat de la vanne d'arrêt à condition que celle-ci soit directement sur le réservoir ;
- d'une jauge de niveau en continu. Les niveaux à glace ou en matière plastique sont interdits.

Les orifices d'échappement des soupapes du réservoir doivent être munis d'un chapeau éjectable (ou d'un dispositif équivalent), le jet d'échappement des soupapes doit s'effectuer de bas en haut, sans rencontrer d'obstacle et notamment de saillie de toiture.

8.11

: Le réservoir doit être mis à la terre par un conducteur dont la résistance doit être inférieure à 100 ohms. L'installation doit permettre le branchement du câble de liaison équipotentielle du véhicule ravitailleur avec le réservoir.

8.12

: Lorsque le réservoir est ravitaillé à partir d'une borne de remplissage déportée, celle-ci doit comporter un double clapet (ou tout autre dispositif offrant une sécurité équivalente) à son orifice d'entrée, ainsi qu'un dispositif de branchement du câble de liaison équipotentielle du véhicule ravitailleur.

Cette borne doit être placée de telle manière que les opérations d'emplissage ne puissent gêner les accès et dégagements des bâtiments à usage collectif.

- 8.13 : Le réservoir devra être efficacement protégé contre la corrosion extérieure. La peinture doit avoir un faible pouvoir absorbant.
- 8.14 : Les matériels électriques placés à moins de 7,5 mètres des orifices d'évacuation à l'air libre des soupapes et des orifices non déportés de remplissage des réservoirs doivent être d'un type utilisable dans les atmosphères explosives et conformes au décret n° 78.779 du 17 juillet 1978.

Les installations électriques devront être entretenues. Elles seront contrôlées tous les trois ans par un technicien. Les justifications de ces contrôles seront portées sur un registre tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

- 8.15 : L'utilisateur doit avoir à sa disposition une notice fixant les règles de sécurité relatives à l'exploitation de son installation.
- 8.16 : Les opérations de ravitaillement doivent être effectuées conformément aux dispositions prévues par le règlement pour le transport des matières dangereuses. Le véhicule ravitailleur doit se placer à au moins 5 mètres de la paroi des réservoirs.
- 8.17 : La remise en état de la protection extérieure (peinture ou revêtement) des réservoirs fixes est à effectuer lorsque son état l'exige. Elle peut être faite sur place, sous réserve de respecter les conditions suivantes
- contrôle préalable de l'étanchéité, du réservoir, des accessoires et des canalisations du poste ;
 - mise en place d'une liaison équipotentielle entre le réservoir et le matériel pneumatique ou électrique d'intervention.
- 8.18 : On doit pouvoir disposer à proximité du dépôt de moyens de lutte contre l'incendie en rapport avec l'importance et la nature de l'installation. Ces moyens doivent comporter au minimum 2 extincteurs à poudre homologués NF M1H21A, 233B et C ; 1 système d'arrosage du réservoir (ou un moyen équivalent).

Le matériel doit être tenu en bon état de fonctionnement et les extincteurs périodiquement contrôlés ; la date de ces contrôles doit être enregistrée sur une étiquette fixée à chaque appareil.

- 8.19 : Il est interdit d'approcher avec du feu ou de fumer à proximité du stockage. Cette interdiction devra être signalée par des moyens appropriés.

L'exploitant doit apposer à proximité du dépôt ou sur le réservoir une plaquette portant le numéro de téléphone du distributeur et le numéro du centre de secours des sapeurs-pompiers.

ARTICLE 9 : Prescriptions particulières applicables au dépôt de toluène

Le réservoir de toluène devra répondre aux conditions fixées par la circulaire et instruction du 17 avril 1975 relatives aux réservoirs enterrés dans lesquels sont emmagasinés des liquides inflammables.

Accident ou incident

ARTICLE 10 : Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 devra être déclaré dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 11 : Sauf cas de force majeure, si l'exploitation était interrompue pendant un délai de deux ans, une nouvelle autorisation serait nécessaire.

ARTICLE 12 : Le bénéficiaire se conformera aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

En outre, l'Administration se réserve le droit de prescrire en tout temps toutes mesures ou dispositions additionnelles aux conditions énoncées au présent arrêté qui seraient reconnues nécessaires dans l'intérêt de la salubrité publique ou pour diminuer les inconvénients résultant du voisinage de cette installation et ce sans que l'exploitant puisse prétendre de ce chef à un dédommagement quelconque.

ARTICLE 13 : En aucun cas, la présente autorisation ne peut être considérée comme valant Permis de Construire.

ARTICLE 14 : Les droits des tiers sont et demeurent expressement réservés.

ARTICLE 15 : Le permissionnaire devra toujours être en possession de son arrêté d'autorisation et devra le présenter à toute réquisition de l'Inspecteur des Installations Classées, aux visites duquel il devra soumettre son installation.

ARTICLE 16 : Une copie du présent arrêté sera déposée à la Mairie de ST-JULIEN-EN-ST-ALBAN et mise à la disposition de toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté énumérant notamment toutes les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la Mairie de ST-JULIEN-EN-ST-ALBAN pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera adressé par les soins du Maire et transmis à la Préfecture de l'Ardèche - 1ère Direction - 4ème Bureau - Urbanisme et Cadre de Vie - Installations Classées.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis au public sera inséré par les soins du Préfet, Commissaire de la République et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le Département.

ARTICLE.17 : Délais et voies de recours (article 14 de la loi N° 76.663 du 19 Juille 1976) :

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.
Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant
Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifi

ARTICLE.18 : Mme le Secrétaire Général de la Préfecture de l'ARDECHE, Monsieur le Maire de ST-JULIEN-EN-ST-ALBAN, Monsieur l'Ingénieur Subdivisionnaire des Mines, Inspecteur des Installations Classées, M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, M. le Directeur Départemental de l'Equipement, Mr. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Directeur Départemental des Services Incendie-Secours, M. le Chef du Service Départemental de l'Architecture, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de l'ARDECHE.

FAIT A PRIVAS, le - 2 NOV. 1987

POUR LE PREFET,
Le Secrétaire Général,

Signé

Janine CHASSAGNE

Pour Ampliation

POUR LE PREFET,
Le Directeur Délégué,



C. GUEPIN.